



Vers un match à quatre?

Chaque dimanche, le tour d'horizon de l'actualité politique, économique et culturelle qui a fait la semaine par le journaliste et écrivain Georges-Marc Benamou.

Les sondages se sont tus, durant les fêtes, ce qui n'a pas empêché les canonnades entre candidats de continuer de plus belle. Mais en l'absence de ces fameux sondages, durant cette trêve des confiseurs, une hypothèse s'est fait jour chez les uns, les autres, ces dernières semaines. Et si le match attendu n'était pas le bon ? Et si, plutôt que le face à face, trop annoncé, et pas si affriolant qu'on nous promet (Sarkozy/Hollande), les choses devenaient plus compliquées ? Et si, à cause de la crise et de l'humeur incertaine des Français, on se dirigeait vers, non pas un match à 2, ni même à 3, mais compte tenu de la « poussée Bayrou », vers un match... à quatre ! Avec Sarkozy, Hollande, mais aussi Bayrou et Marine Le Pen, réunis dans un mouchoir de poche, tous autour de 20 %...

Alain Duhamel l'affirmait, sur RTL, et il n'a peut-être pas tort. Dans les tréfonds de la France, il semble en effet se passer quelque chose d'insondable à proprement parler, c'est-à-dire que les sondeurs ne voient pas. Une dy-

namique semble apparaître. Populaire, provinciale, déroutante. Elle pourrait être favorable aux deux candidats « anti-système », François Bayrou et Marine Le Pen ; tandis que chez les favoris, la dynamique est absente pour l'instant. Nicolas Sarkozy est Président en campagne, pas encore candidat... François Hollande a fait (enfin) son entrée en campagne, mais sans attirer les foules, l'audimat du JT, et en se laissant piéger par cette dérisoire histoire de « sale mec ». Certes, il est sur le ring, mais on dirait, qu'il ne prend pas la lumière, et que ses idées n'accrochent pas. Pour l'heure en tout cas, ce n'est pas lui qui marque la campagne, lance les débats, trouve les mots et les formules. C'est Bayrou, avec son « made in France », sa crédibilité du terroir, et son ancienneté sur la dette, qui en décembre donna le ton et le tempo. Ce n'est pas Hollande, malgré ses mises en scène en usine, d'ailleurs empruntées à Nicolas Sarkozy, qui parle au peuple. C'est Bayrou, et aussi, puisque la gauche a déserté, Marine Le Pen.

Mercredi

« Sale mec », l'histoire d'une arnaque

Une mauvaise mayonnaise montée par la « cellule riposte » de l'UMP-canal Copé, et ce journaliste du « Parisien ». Avec cela, on aura amusé la galerie pendant 48 heures. Tam-tam sur toutes les chaînes. Savants plateaux télé d'experts : il l'a dit, ou il n'a pas dit « sale mec » ? Bataillons de politologues qui viennent vous expliquer que telle phrase – « vieilli, usé, fatigué » à propos de Chirac – valut la perte de Jospin en 2012. Témoins du fameux déjeuner, en boucle sur toutes les chaînes, et les radios. Ça sent vraiment l'arnaque, le coup monté.

Jeudi

Implants PIP : l'escroc qui cache la forêt...

Dans cette affaire des prothèses mammaires « PIP », il y a le « diable », Monsieur Jean-Claude Mas, cet ancien visiteur médical devenu l'un des leaders mondiaux des implants. Le problème, c'est que le « diable » Mas cache la forêt des au-

tres responsabilités dont on parle peu. Et elles sont immenses. Celles de l'État, celles de l'Afssaps, de toute la chaîne du contrôle sanitaire en France. Comment Monsieur Mas a-t-il pu tricher et, en toute impunité, échapper aux contrôles durant aussi longtemps ? Pourquoi l'État, si sourcilieux sur la moindre norme, n'a-t-il pas mis en place une surveillance sérieuse de tous les implants, disons paramédicaux ? Comment expliquer qu'alerté en 2008 par un médecin marseillais reconnu, l'Afssaps a mis deux années à s'émouvoir, pressée par les relances de ce médecin ? Après l'affaire du Médiateur, trop c'est trop. La France n'est pas un pays du tiers-monde. Les responsables doivent s'expliquer. Ministres, hauts fonctionnaires de la santé, experts et sommités médicales impliquées, au rapport ! Quel candidat osera faire de ce thème, ô combien d'intérêt général, un de ses combats pour la présidentielle ?

Vendredi

TVA sociale, le poker de Sarkozy

Ce n'est pas nouveau, pas un caprice sorti de son chapeau. Il y a longtemps que Nicolas Sarkozy est travaillé par cette histoire de TVA sociale. On ne peut pas, sur ce point, lui faire de mauvais procès. Il en parlait, avant même d'être élu. Il consulta ses amis – j'en fus. Il les écouta alors, peut être un peu trop

d'ailleurs. Il rangea cette idée après que Jean-Louis Borloo, piégé sur un plateau de télé par Laurent Fabius, l'eût saccagée. Puis elle resta là, dans un placard, cette « solution miracle » inspirée par l'Allemagne industrielle, durant tout le quinquennat.

À présent, dans la dernière ligne droite, le Président a décidé de réactiver cette piste. Pourquoi pas, mais le jeu est risqué. Un véritable coup de poker politique. Si, après le sommet social de fin janvier, cette mesure tant vantée, tant annoncée, s'avère être un « jeu de dupes » pour le peuple. Si les Français ne voient dans cette TVA dite sociale qu'une augmentation générale des prix (et sans contrepartie immédiate et sensible sur toutes les fiches de paie!), alors le pire est à craindre. Les citoyens-consommateurs se vengeront dans les urnes.

En revanche, s'il parvient *in extremis* à inscrire – concrètement – ce « gagner plus » dans la vie des Français, (même assorti d'une « raisonnable » augmentation de la TVA), alors tout est possible pour le président sortant qui a beaucoup de promesses à se faire pardonner... Ce sera difficile, à cause des procédures, des lenteurs de l'administration, du conformisme des technos qui émasculent les politiques, de Bercy, etc. Mais si jamais ce Président – dont on attend toujours des prodiges – réussit ce tour de force, alors tout est possible pour lui, en mai prochain.